



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Reçu le 15 OCT. 2012

**PREFECTURE DE POLICE**

Direction de la Police Générale  
Sous direction de la citoyenneté et des libertés publiques  
4ème bureau - Section Associations  
12 quai de Gesvres  
75004 PARIS

Le numéro W751033665  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION  
de l'association n° W751033665**

Ancienne référence  
de l'association :  
33665

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le préfet de police**

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **01 octobre 2012**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**DIRIGEANTS, STATUTS**

dans l'association dont le titre est :

**J INTERVIENDRAIS MOUVEMENT FRANCAIS D'EDUCATION POPULAIRE POUR LA DE-PSYCHIATRISATION DE L'ENFANCE**

dont le siège social est situé : 41 rue Buffon  
75005 Paris

Décision(s) prise(s) le(s) : **22 septembre 2012**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Paris, le 09 octobre 2012

Pour le Préfet de Police et par délégation  
Pour le Directeur de la Police Générale  
L'adjointe du chef de la section des associations (4<sup>ème</sup> bureau)

Taous ALLOUACHE - 63

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

**NOTA :**

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.